

Service Pénitentiaire

R. E 5254

Prison de

Ruhengeri

Nom :

Kamanzi

Origine :

Ginzobe

Chefferie :

(Rugemire) Buganza

Territoire :

Kibungu

Profession :

N° du R.E. :

5254

Formule dactyloscopique :

Arrêté le :

28-10-49

Condamné le :

28-10-49 à 2.50

sans S.P.P.

54 ans 50 F. Tant J.C.P.C.
4.502 ans J.C.P.C.

1/4 de peine :

25-7-50

Sorti le :

4-5-52 8-5-52 5-11-52
28-10-52 ou le 4-11-52 ou le 5-4-53

Transféré le :

4-11-52
7-5-52 insalvable.

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Ruhengeri



9811

LE GARDIEN,

P.O. [Signature]

Service Pénitentiaire

ison de

Kigali

R.E. 1132

5254

Nom :

KAMANZI

Origine :

Cyngora

Chefferie :

Bugumire

Poste :

Kibungu

Profession :

N° du R.E. :

1132

Formule dactyloscopique :

Arrêté, le :

28-10-49

Entré, le :

10

Condamné le

3-2-50 à

3 ans S.P.D.

Frais: 54f.50 ou 7f. C.P.C

D.I. 4.502f. ou 5 mois C.D.C

1/4 de peine:

25-7-50

Sortie, le :

28-10-52 ou 4-11-52 ou 4-11-53

4.11.52.

Rapatrié, le :

Expulsé, le :

Décédé, le :

LE GARDIEN,

[Signature]

BILLET D'ELARGISSEMENT

Le nommé... *KAMAZI*... fils de... *Inukera (+)*... et de
Nyiramuningiri (+)... chefferie... *Buzanga*... sous-chefferie
Heitigise... colline... *Rwamagana*... race *autotai* de *Buzanga*
 Territoire de... *Kuhunga*... condamné par le Tribunal de *Apkel*.
en date du *29/3/50*... a été élargi après avoir subi sa
 peine de servitude pénale de: *2 ans et 7 mois*, de servitude pénale
 subsidiaire de:à (ou le) contrainte par
 corps de: ... *7 jours*

Ruhengeri, le *8 Mai* 1952..

LE GARDIEN DE PRISON, -

P.O. *[Signature]*

REQUISITION
A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA

Reg. du M. P. N° 292/S.

Reg. du rôle N° 107/TRR.

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à
de recevoir et emprisonner le nommé

condamné par jugement du Tribunal
en date du 3 février 1950
à 7 jours de C.P.C. non paiement frais (5.450 francs)
du chef d'incrimination dans C.légal. - 5 MOIS CPC - non paiement 4502 frs
de D.I.

Kigali, le 21 février 1950.

L'Officier du Ministère Public,

A. VAN OBECK

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

SERVICE DE LA JUSTICE
ET DU CONTENTIEUX

N° 779 / Cont. L.C.

OBJET:
Libération conditionnelle

4 d.
30 / 8 / 1951
Barrier
Transmis à Monsieur le Gardien de la
Prison de Ruhengeri, la fiche du détenu
KALANZI R.E. 5254, dont la libération condi-
tionnelle est ajournée.

Usumbura le 25 août 1951
Le Chef du Service de la Justice
et du Contentieux

p.o.

J. BARRIER

[Signature]

RESUME DES FAITS:

Avoir à la colline Rubago, chefferie Buganza Sud, résidence du Ruanda, le 5 octobre 1949, frauduleusement soustrait une somme de 4.502 Fr. au préjudice de l'indigène Gashugi, son maître.

Fait prévu et sanctionné par les art. 79 et 81 C.P.L.II.

ANTECEDENTS JUDICIAIRES:

MORALITE:

SITUATION FAMILIALE:

RESSOURCES DE LA FAMILLE:

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL de Résidence du Ruanda

Reg. du M.P. No 292/s.

Reg du rôle. No 107.

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1ère Instance du Ruanda-
Urundi résidant à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali

de recevoir et emprisonner le nommé KAMANZI, fils de Mukera(+) et de Nyira-
maningira(+) orig. de la coll. Cyinzovu, résidant à Rwamagana,
s/chef Sezirahiga, chef Rugumire, territoire de Kibungu.

condamné par jugement du Tribunal de Résidence séant à Kigali
en date du 3 février 1950 devenu irrévocable le 19
à Trois ans de S.P.P.
du chef de vol simple

Kigali

le

3 février

1950

L'Officier du Ministère Public

CH. SACRE

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL IERE INSTANCE APPELReg. du M.P. No 63/APPEL/R.P.A. 36Reg du rôle. No 292/S./R.P. 107/TRR.L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1ère instance d'Usumbura
à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à KIGALIde recevoir et emprisonner le nommé KALANZI: fils de Mukera et Nyirama-ningira colline Cyinzovu résidant Rwamagana chef Rugumire territoire Ribungu, détenu prison Kigalicondamné par jugement du Tribunal 1ère instance d'appelen date du 29 ~~février~~ mars 1950 devenu irrévocable le 29 mars 1950 19~~par~~ confirmation jugement 1er degré pour le tout~~du chef de~~ La présente annule la précédente du T.R.R.Kigali, le 29 mars 1950

19

L'Officier du Ministère Public, Ch. SACRE,

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI
RESIDENCE DU RUANDA
TERRITOIRE DE RUHENGARI

N° 251 /JUST.-

TRANSMIS à Monsieur le Juge du Tribunal de
Résidence du Ruanda à KIGALI, les avis de libération
conditionnelle des détenus suivants:

NTAHONDEREYE R.E. 5238

BA7IRUSHAKA R.E. 5245.-

Ruhengeri, le 1er Février 1952.-
Le Gardien de Prison,
D.NI VI JANS,-

R. Ecou no. 114385254 RukungiriR. M. P. No. 292/5R. P. A. No. 36

Libération conditionnelle.

Bulletin de renseignement d. n. nommé (1)

KAMANZI, fils de Mukera,
dcd, et de Nyiramamungira, dcd, originaire de la colline de Gunguru, rési-
dant à Rwamagana, Chef Sezirabiga, chef Ruzumira, territoire de Kibungu

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	<u>T. R. R.</u>
Date du jugement	<u>3 - 2 - 50</u>
Motif de la condamnation	<u>Sol simple</u>
Durée de la servitude pénale principale	<u>trois ans</u>
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	<u>28 - 10 - 49</u>
Décision de la juridiction d'appel	<u>confirmation</u>
Date du jugement d'appel	<u>29.3.50</u>
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	<u>25 - 7 - 50</u>
Date d'expiration de la peine	<u>28 - 10 - 52</u>

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Il a la colline Rubago, chefferie Buganza sud, résidence de Ruanda - Territoire de Kigali - le 5 octobre 1949 frauduleusement soustrait une somme de 4.502 francs préjudice de l'indigène esashugi, son maître.

Défavorable

8-8-51

L'ONP

Muny

idem

11-2-52

L'ONP

Muny

Défavorable

L'Officier du Ministère Public,

Cheney

L.P. 10

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires.

Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

très bon

id. id. idem

2° le caractère.

en discipline

assez bon

idem

3° les dispositions morales du détenu.

très bon

(frais de voyage)

démission

(frais de voyage)

indemnité 20.7.51

et ar. 7.51

16.9.51 le 31.7.51

Rebours 5.51

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Arrestation - 4/8/50 - R. Adjt. J. Vanthier
pas d'amendement

Arrestation idem - 9/8/51 - R. Adjt. J. Vanthier

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans un an
Usumbura, le 16 août 1950
Pour le Gouverneur,
Le Secrétaire Provincial ff.
M. WILLAERT

A représenter dans six mois
23-8-51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge.
Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.

Le Conseiller Juridique
P. LEROY.

A représenter dans six mois si l'intéressé
ne bénéficie pas de l'A.R. de grâce du
6.8.51

21/2/52

Le Vice-Gouverneur Général
Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.

Le Conseiller Juridique
J. BARBIER

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge.
Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.

Résidence d. u. Ruanda

N° R. E. / 11132

Prison de Kigali

R. M. P. N° 292/5

FICHE DU DÉTENU :

KAMANZI

Originaire de la chefferie

Buganza Sud

Territoire

Kibungu

Résidence ou district

Ruanda

Condamné le

3 février 1950

, par

T. P. P.

a

trois ans S.D.P. + 541,50 francs ou 7 j. C.P.C. D.I. 45027 au 5 mois C.P.C.

du chef de

vol simple

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Célibataire

Tournez s'il vous plaît.

PUNITIIONS

Dates	Motif	Peine
7. 1. 50	être resté à la prison le matin	10 coups de fouet
15. 2. 50	Paresse au travail	8 " "
27. 3. 50	se soustrait aux corvées	8 " "
16. 5. 50	Ne s'être pas présentée à l'appel	6 " "
10. 8. 50	Avoir fumé	6 " "
25. 9. 50	Paresse au travail	8 " "
30. 9. 50	" " "	8 " "
15. 10. 50	En possession d'objets	6 " "
23. 10. 50	Paresse au travail	8 " "
28. 2. 51	N'avoir pas répondu à l'appel	2 pas menottes
6. 9. 51	avoir du tabac dans sa poche	10 coups de fouet

Punition de prison
VE 151. 008

RESIDENCE DU RUANDA.
TERRITOIRE DE RUHENGARI

RUHENGARI, le 20 Juillet

N° 1643 --- / Pris.

Monsieur le Substitut,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir les
dossiers de libération conditionnelle pour le détenu
KAMANZI.

Le Gardien de Prison.

NIJS R.

Monsieur le Substitut du Procureur du Roi

&

K I G A L I.

ATTENDU que le l'ondessin rotin Gumiriza quitta subrepticement son hôte sans s'être lui dire au revoir;

ATTENDU qu'à son retour Gashugi constata la disparition d'une somme de 4.502 francs qui se trouvait dans un sac contenant 5002 francs placé sous son lit;

QUE Kamanzi interrogé à ce sujet reconnut avoir volé la somme en question lors de la visite de Gumiriza et à l'instigation de ce dernier, prétendit avoir confié l'argent à Gumiriza et avoir convenu avec lui qu'ils se le partageraient un peu plus tard;

ATTENDU que Kamanzi maintint ses aveux devant le sous-chef Pwagasane, devant le tribunal indigène qui l'entendit ultérieure ent et se déclara incompetent, devant l'Officier de Police Judiciaire, devant le magistrat instructeur et par deux fois au début de l'audience de ce jour;

ATTENDU qu'invité à donner le motif pour lequel il aurait confié le produit du vol à Gumiriza s'obligeant ainsi à le partager, Kamanzi revient sur ses aveux et déclare que Gashugi, désireux de cacher un déficit, le contraignit par des coups et la promesse d'une récompense, à s'avouer coupable de vol et à désigner Gumiriza comme complice; qu'en réalité ni lui ni Gumiriza n'avaient jamais eu en mains l'argent litigieux;

ATTENDU que pareil soutènement ne résiste pas à un examen quelque peu attentif;

QU'en effet les aveux du prévenu réitérés de nombreuses fois n'ont été faits au cours de l'instruction sous l'empire d'aucune contrainte;

QU'il est invraisemblable que le prévenu sur une si belle promesse dont l'exécution était extrêmement aléatoire ait consenti à s'exposer à un emprisonnement de longue durée;

QUE le prévenu ne peut expliquer le motif pour lequel Gashugi l'aurait persuadé d'accuser Gumiriza; que le but de la visite de Gumiriza à Gashugi: lui demander à boire, démontre par contre que leurs relations étaient amicales;

QUE l'honnêteté de Gashugi n'est pas mise en doute par son employeur lequel est cependant en définitive le principal préjudicié;

ATTENDU, en conclusion que la sincérité des premiers aveux du prévenu n'est pas douteuse et qu'il y a lieu en conséquence de le dire coupable d'avoir frauduleusement soustrait au préjudice de son maître Gashugi la somme de 4.502 francs dont ce dernier a constaté la disparition, fait prévu et sanctionné par les articles 79 et 80 Code Pénal Livre Second;

ATTENDU que l'importance du vol, la situation de serviteur dont le prévenu a abusé et la dissimulation intégrale du butin, preuve de l'absence de repentir, constituent des circonstances nécessitant l'application d'une peine sévère;

ATTENDU qu'il y a lieu d'allouer des dommages et intérêts à la victime de l'infraction, le nommé Gashugi, indigène du Rwanda-Urundi, qu'une somme de 4502 francs constitue la juste réparation du préjudice subi;

NAUT A GUMIRIZA:

ATTENDU que Gumiriza affirme que Kamanzi ne lui a pas confié la somme volée, reconnaît être allé avec Nyamunuru chez Gashugi mais prétend être immédiatement retourné chez lui;

avec Nyamununu lorsqu'il constata l'absence de Gashugi et sans avoir eu d'entretien avec Kamanzi;

ATTENDU que le témoignage de Nyamununu est confirmé par celui du nommé Mubwandinda qui travaillait sur le toit de la hutte en construction, vit Gumiriza pénétrer dans la case de Gashugi, constata qu'il y resta une heure et le vit ensuite repartir avec Nyamununu;

ATTENDU cependant que les dénégations des lors mensongères de Gumiriza et son attitude insolite (refus de boire, bien qu'il fut venu dans ce but, et départ précipité) permettent seulement de présumer qu'il eut avec Kamanzi un entretien dont il veut tenir l'objet caché mais non que cet objet soit celui que Kamanzi a prétendu et qu'il'entretien fut suivi de la remise de la somme volée;

QU'il y a lieu en conséquence de dire l'infraction de recel pour laquelle Gumiriza est prévenu non établie à suffisance droit et de l'en acquitter;

PAR CES MOTIFS;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT,

VU le Décret du 5-7-48 sur l'organisation judiciaire au Ruanda-Urundi

VU l'ordonnance II/82 du 21-6-49 rendant applicable au Ruanda-Urundi le Code de procédure pénale;

VU les articles 5.7 à 9.15 à 17 Code Pénal Livre Premier;

VU les articles 79 & 80 Code Pénal Livre Second;

DECLARE établie à charge du prévenu KAMANZI, l'infraction de vol simple mise à sa charge et le condamne de ce chef à TROIS ANS de servitude pénale principale.

DECLARE par contre non établie à charge du prévenu GUMIRIZA, l'infraction de recel mise à sa charge, l'acquitte de ce chef et le renvoie des fins des poursuites sans frais.

CONDAMNE également le prévenu KAMANZI à la moitié des frais du procès taxés en totalité à ce jour à la somme de CENT ET NEUF FRANCS, soit la somme de CINQUANTE QUATRE FRANCS 50 CTS ou SEPT JOURS de contrainte par corps en cas de non-paiement dans le délai légal.

MET l'autre moitié des frais à charge du Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Condamne en outre KAMANZI à payer à l'indigène GASHUGI, la somme de QUATRE MILLE CINQ CENT ET DEUX FRANCS à titre de dommages et intérêts, ou CINQ MOIS de contrainte par corps en cas de non paiement dans le délai légal.

ORDONNE l'arrestation immédiate du condamné KAMANZI.

AINSI jugé et prononcé à Kigali, en audience publique du 3 février 1950 où siégeaient Messieurs: Marcel DESSAINT, Juge-Suppléant, Charles SACRE, Ministère Public et Georges DE SCHINKEL, Greffier.

LE GREFFIER,

G. DE SCHINKEL,

Pour copie certifiée conforme

LE JUGE-SUPPLEANT,

M. DESSAINT,



PRO JUSTITIA

MANDAT D'ARRÊT PROVISOIRE

(Décret du 11 juillet 1923. Art. 32 et 34).

Nous, Officier du Ministère Public près le 1ère Instance du Ruanda-Urundi séant à Kigali.

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de KAMANZI, fils de Mukera(+) et de Nyiramaningira(+), orig. de la colline Cyinzovu, résidant à Rwamagana, s/Chef Sezirahiga, chef Rugumire, territoire de Kibungu.

prévenu de vol qualifié

infraction prévue par l'articles 79 et 81 C.P.L.II.

Où l'inculpé en ses moyens de défense;

Attendu que celui-ci n'a pas de résidence fixe dans la Colonie; que l'infraction est punissable d'une servitude pénale supérieure à deux mois et qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité ou (1)

Attendu que si l'infraction n'est punissable que d'une servitude pénale inférieure à six mois, il n'en existe pas moins des circonstances graves et exceptionnelles qui réclament la détention de l'inculpé dans l'intérêt de la sécurité publique;

Qu'en effet (2) le prévenu est indigène du Ruanda-Urundi;
les faits sont graves;
il y a danger de fuite;

Vu les articles 32 et 34 du décret du 11 juillet 1923;

Mandons et ordonnons que le susdit KAMANZI

soit arrêté et conduit à la Maison de détention de Kigali

Requérons tous dépositaires de la Force Publique de prêter main forte, en cas de nécessité, pour l'exécution du présent mandat, que nous avons signé

Fait à Kigali, le 2 février 1950

L'Officier du Ministère Public,

CH. SACRE,

près le

1. Lorsque l'inculpé a une résidence fixe dans la Colonie ou s'il est tel qu'on puisse le retrouver facilement.

2. Indiquer les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient le mandat d'arrêt.

292/3

P.V. n°. 14/ L E N O I R

PROCES VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent quarante neuf le vingt huitième jour du mois d'octobre, Nous LENOIR Emile, Johan, Officier de Police Judiciaire à compétence générale, en Territoire de Kibungu, nous trouvant à Kibungu, en vertu des arts 10 et 15 du décret du 11 avril 1923, avons, après l'avoir entendu, procédé à la saisie du nommé KAMANZI, fils de Mukera + et de Nyiramaningira + originaire de la colline Cyinzevu, résidant à Rwamagana sou-chef Sszirahig chef Rugumire Territoire de Kibungu, inculpé de vol simple aux. Fait prévu et puni par les art. 79 et 80 du Code Pénal Livre II

Je jure que le présent P.V. est sincère
L'Officier de Police Judiciaire

LENOIR., R



VH imprimé 79 SP

R. P. A. N°.....
R. M. P. ³⁶..... R. P.
63/Appel

Copie

Notification d'appel et assignation.

L'an mil neuf cent....., le *X* *vingt-neuf* jour du mois
de *X* *mars* **cinquante**

A la requête de.....
adj. **Monsieur Maurice MEUWES**
Greffier du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné *X* *ROBERT Karol*
Huissier assermenté demeurant à *X* *Kigali*

Ai donné notification à *X*
**KAMANZI, fils de MUKERA (+) et de NYIRAMANINGIRA (+), originaire
de la colline Gyzovu, résidant à Rwanagana, sous-chef Sezirahiga, chef Rugumire, territoire
de Kibungu, détenu à la prison de Kigali.-**

faisant profession de *X* *collaborateur*
et nt à : *X* *Kigali*
et y parlant à : *X* *lui-même*
de l'appel interjeté par.....

Monsieur Pierre LAMBOTTE, Procureur du Roi à Usumbura.-

par acte du.....
16 février 1950
d jugement rendu le..... par le Tribunal de Résidence de.....
3 février 1950 **à Ruanda**

à Kigali
en cause : Ministère Public contre.....préqualifié

KAMANZI
Et d'un même contexte, à même date, mais à la requête de l'Officier du Ministère Public près le Tribunal
de 1^{re} instance d'Usumbura, j'ai huissier soussigné, donné assignation à *Kamanzi*
à Kigali
préqualifié à comparaître devant le Tribunal de première instance d'Usumbura, y séant, siégeant comme juridiction
répressive au degré d'appel, le..... à
28 mars 1950
huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à l'effet d'y présenter ses moyens de défense, voir statuer
sur l'appel susdit et y entendre prononcer le jugement à intervenir.

Et pour que le notifié - assigné n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon
présent exploit.

Dont acte : COUT.....FRANCS,

L'HUISSIER, ^{SIX}

X
K. Mahana